

EUROPE INFO HEBDO



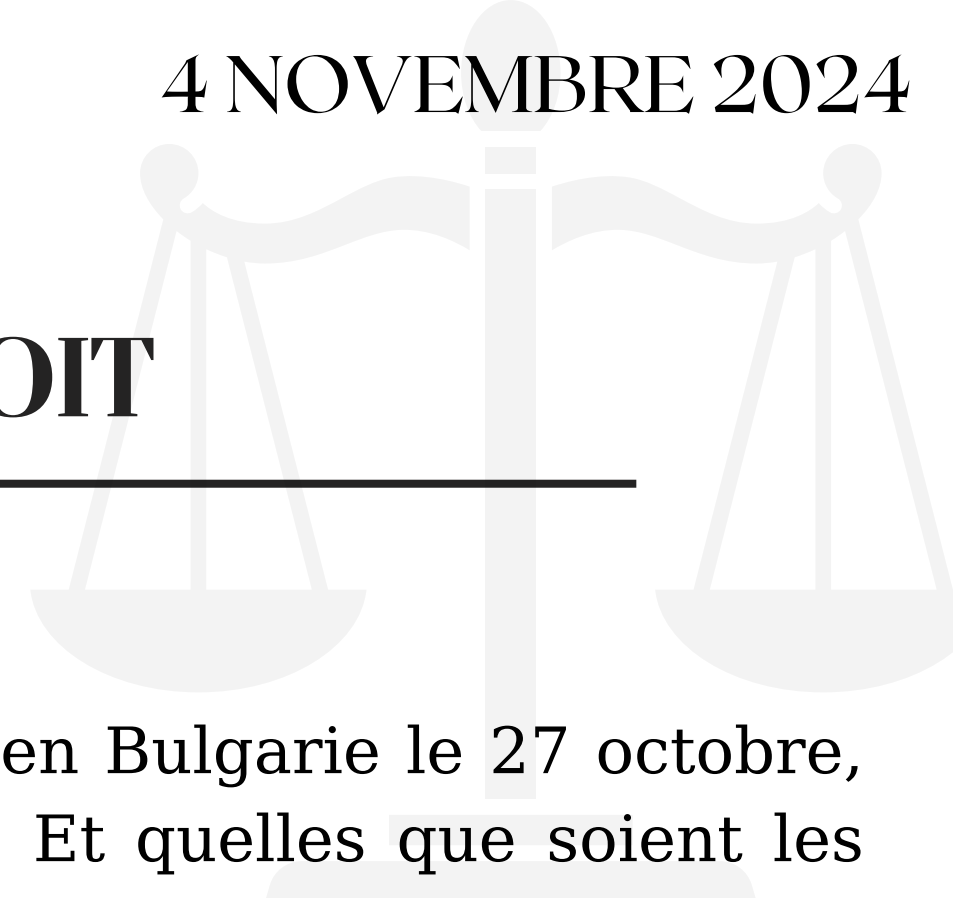
ÉLECTIONS, BRICSPAY, OMC ET PROTECTION DU LOUP.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Etienne BONNERUE,
Edouard GAUDOT,
Alexandre SIMONIN.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS, BULGARIE, LITUANIE, **PRORUSSISTES**

Les élections se suivent et se ressemblent en Europe. On votait en Bulgarie le 27 octobre, et en Lituanie les 13 et 27 octobre 2024, pour des législatives. Et quelles que soient les forces arrivées en tête (gauche en Lituanie, conservateurs en Bulgarie) c'est surtout la dynamique des partis d'extrême-droite populiste, identitaires, pro-Russes et eurosceptiques qui domine le champ électoral.

- Si l'influence russe fait partie de l'histoire politique bulgare, la montée d'un vote pro-Russe dans les pays baltes pèse plus lourd sur la stabilité politique et sociale des pays baltes.
 - Après avoir échappé à l'interdiction en 2020, le parti "Renaissance" en Bulgarie est en pleine croissance.
 - Il est déjà représenté au Parlement européen, siégeant avec le 3e groupe de droite radicale (*European of Sovereign Nations*, avec Reconquête et l'AfD).
 - En revanche "Aube du Niémen" en Lituanie est un petit nouveau qui vient concurrencer d'autres formations qui siègent déjà au Parlement européen soit dans le groupe *ESN* soit dans le groupe *Patriots for Europe* (avec le RN, le FIDESZ etc.).



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS, LITUANIE, JAMAIS ESSAYÉ

En Lituanie, le désir d'alternance se fait sentir depuis 2021. Une tendance confirmée par les enquêtes d'opinion. L'attrait pour un changement de majorité s'est accentué sous la pression des questions de sécurité et écologistes, malgré la résistance des conservateurs aux élections européennes. Dans ce contexte troublé, un autre parti radical a émergé : "Aube du Niémen", dirigé par Remigijus Zemaitaitis. Ainsi, lors du premier tour de l'élection présidentielle du 12 mai, Zemaitaitis a récolté 9,28 % des voix, s'assurant la quatrième place.

- Les élections législatives du 27 octobre 2024 ont porté le Parti social-démocrate, en tête avec 52 sièges sur 141 au Seimas (le parlement lituanien), malgré la pression des partis extrémistes.
 - Toutefois, la victoire reste partielle : la dirigeante des sociaux-démocrates, Vilija Blinkeviciute, doit encore former une coalition pour atteindre une majorité stable.
 - Elle a déjà écarté l'idée d'une alliance avec l'Union de la patrie-Chrétiens-démocrates, soulignant que "leur dirigeant, Gabrielius Landsbergis, représente un danger pour la Lituanie".
 - Selon elle, un accord avec ce parti ne ferait qu'amplifier la popularité des forces politiques radicales.
- Un autre défi s'impose aux sociaux-démocrates : conquérir les électeurs de Vilnius, bastion de l'Union de la patrie-Chrétiens-démocrates.
 - En Lituanie, contrairement à d'autres pays européens, les zones urbaines penchent à droite, tandis que les campagnes votent davantage à gauche.
 - Cette particularité exige une stratégie spécifique pour rassembler les voix nécessaires à une gouvernance stable et modérée.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS, BULGARIE, BOÏKOT

En Bulgarie, ce ne sera finalement que la 7e élection en trois ans. La situation est particulièrement préoccupante. Cette instabilité chronique rend le paysage politique extrêmement fragmenté. Et chaque élection se caractérise par une faible participation, signe désintéret du public et de la faiblesse de l'offre politique. Dans cette "élection permanente", deux divisions majeures déchirent le pays : d'une part, le clivage entre pro-Russes et anti-Russes, et d'autre part, la montée d'un populisme d'extrême-droite.

- Cette crise politique, inédite depuis 1989, a permis aux nationalistes prorusses de Vazrajane (Renaissance) de s'implanter durablement dans le paysage politique.
 - Maria Simeonova, dans une analyse pour l'ECFR, explique que bien que la Bulgarie ne soit pas un fauteur de troubles comme la Hongrie de V. Orban ou la Slovaquie de R. Fico, elle souffre d'un affaiblissement institutionnel lié à un manque de vision politique claire dans un contexte de crises multiples.
- Lors des législatives du 27 octobre, le parti conservateur GERB s'est de nouveau placé en tête avec 25 % des voix.
 - Cependant, comme en juin, il pourrait avoir du mal à trouver des alliés pour former une majorité.
 - « L'influence de Vazrajane grandit au point de faire de ce parti un partenaire potentiel pour GERB », a indiqué Dobromir Jivkov, directeur de l'institut Market Links, à l'AFP.
 - Par ailleurs, une éventuelle victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine, avec son "indulgence envers les fautes de corruption", pourrait également favoriser une coalition entre GERB et l'ancien magnat Delyan Peevski, ciblé par des sanctions américaines et britanniques.
 - Ainsi rien n'est encore gagné.
- Cette instabilité a déjà des conséquences concrètes.
 - Le marasme politique, qui inquiète les investisseurs étrangers, a suspendu les réformes essentielles en matière de lutte contre la corruption et de transition énergétique, compromettant l'accès à des milliards d'euros de fonds européens.
 - Cette instabilité a également entraîné le report de l'adhésion à la zone euro et de l'intégration complète à l'espace Schengen.
 - Par ailleurs, les sept élections organisées en moins de quatre ans ont coûté plus de 300 millions d'euros.
-



EUROPE GÉOPOLITIQUE

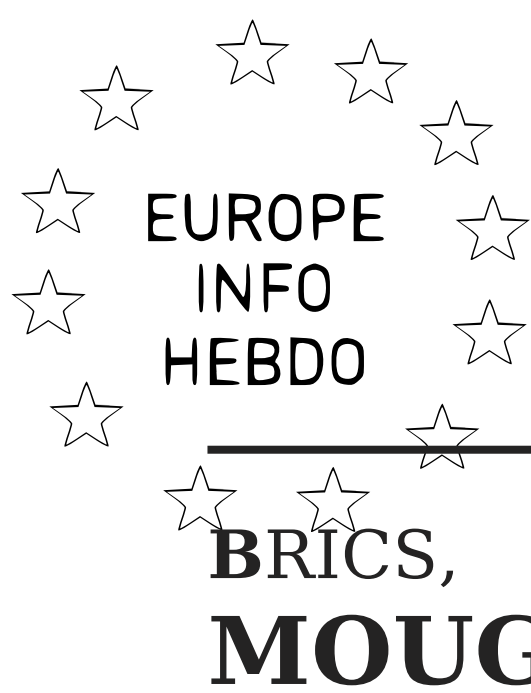
CHINE, OMC,

TRADE WARS

Les Européens sont-ils les derniers à respecter encore les règles de l'OMC et l'esprit du multilatéralisme ? Dans une excellente interview au Green European Journal, le chercheur et consultant américain sur les questions de sécurité, Barry Lynn, soulignait récemment la persistance de cet idéalisme européen.

- L'UE a officiellement appliqué ses tarifs douaniers sur les véhicules électriques chinois.
 - La réaction la plus immédiate de la Chine a été de déposer une plainte auprès de l'OMC.
 - Cependant, la Commission européenne a pris soin de concevoir ses propres mesures dans le respect des règles de l'OMC (cf. EIH 23/6/24).
 - Au-delà, les procédures sont longues. Les représailles seront donc différentes.
 - Par exemple sur les importations de grosses cylindrées en provenance de l'UE, principalement de l'Allemagne, qui a échoué à enrayer cette mesure (cf. EIH 7/10/24) ou sur d'autres produits.
- La Chine ne pourrait toutefois n'être qu'un problème parmi d'autres, dans un monde de moins en moins coopératif et multilatéral.
 - L'éventuelle victoire de Donald Trump déclencherait une nouvelle guerre commerciale et romprait le lien transatlantique, annoncent les observateurs, suivant les déclarations du candidat.
 - D'ailleurs, les États-Unis ont fait cavalier seul en matière de droits de douane, en imposant des droits de 100 % sur les importations de voitures électriques chinoises, ce qui a des répercussions sur l'UE.
 - Selon Politico, la Commission européenne, qui est responsable du commerce communautaire, se prépare donc avec une task-force particulière à la possibilité d'une administration américaine agressive et d'un regain de tensions avec Washington.
 - Et ce, au plus mauvais moment : celui d'une dépendance géopolitique (Ukraine, défense) et économique (énergie, dollar) croissante de l'UE envers les États-Unis.

Que ce soit en matière de commerce, de diplomatie ou de droits de l'homme, les Européens adhèrent toujours à l'idée d'un ordre international fondé sur des règles. Mais ils sont de plus en plus les seuls à vouloir respecter ces principes.

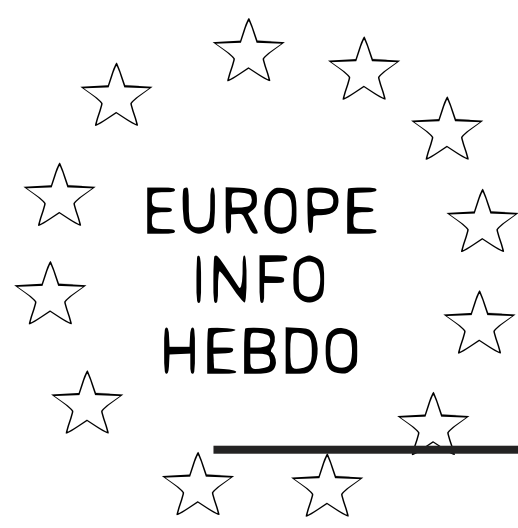


EUROPE GÉOPOLITIQUE

La semaine dernière, le sommet des BRICS à Kazan en Russie a beaucoup insisté sur un de ses objectifs majeurs : la dédollarisation. (cf. EIH 17/4/23). En cherchant à établir un “système décentralisé basé sur la blockchain” pour permettre aux États membres des BRICS de régler leurs paiements dans leurs monnaies nationales, le “Brics-pay” est une nouvelle étape vers cet objectif.

- En tant que système de paiement interbancaire, le Brics-pay pourrait remettre en cause le monopole de Swift pour les règlements internationaux, sans pour autant s’y substituer, puisque ce n’est pas un système ouvert.
 - En outre, toutes les banques des Brics ne rejoindront pas ce système de paiement alternatif, tant qu’elles continueront à faire des affaires avec les pays occidentaux et pourraient encourir des sanctions secondaires, comme dans le cas de la Russie.
 - A terme, on pourrait voir des spécialisations dans le système bancaire international, cela dit, entre les banques en relation avec l’Occident et celles qui traitent avec les Brics.
 - Une fragmentation mais surtout une remise en cause du levier monétaire de la puissance américaine.
 - Les pays qui ont le plus à gagner de ce nouveau système sont ceux qui ont été sanctionnés par l’Occident, en particulier la Russie dont les avoirs sont gelés depuis son invasion de l’Ukraine.
- La limite du système est qu’il remplacerait une domination par une autre : la plaque tournante du système est la Chine.
 - Selon les analystes d’Eurointelligence, le concept prévoit une plateforme dotée d’une technologie de messagerie financière qui permet d’effectuer des paiements au moyen de jetons.
 - Il suivrait le modèle des stablecoins, dont les transactions sont garanties par des monnaies nationales, y compris des monnaies numériques.
 - Le registre serait basé sur la blockchain et pourrait fonctionner dans les monnaies nationales.
 - Ceci confère à la Chine un leadership de facto dans ce domaine en raison de la taille de son domaine monétaire.

Cependant, le président russe a veillé à ce que les États membres des BRICS quittent Kazan avec un engouement pour Brics Pay Distribuant même des cartes de paiement utilisant des codes QR pour payer le café et d’autres produits (mais cela il faut le lire dans la presse des pays membres : Afrique du Sud, Egypte, etc.).



GREEN DEAL

COP, BIODIVERSITÉ, LOUP, **PETIA I VOLK**

La 16ème COP sur la biodiversité tenue à Cali en Colombie, s'est achevée samedi sur un constat d'échec. Et sur une réputation européenne abîmée par les reculs des dernières années, sur fond de crise agricole.

- La COP15 de 2022 à Montréal avait permis d'adopter un nouveau cadre mondial visant à enrayer le déclin de la biodiversité d'ici à 2030.
 - Intitulé accord de Kuming-Montréal, il fixe des objectifs ambitieux de protection de la biodiversité (cf. EIH 27/10/22).
 - Parmi eux, veiller à ce que d'ici 2030, au moins 30 % des zones dégradées fassent l'objet d'une restauration efficace.
 - Ou encore, protéger au moins 30 % des terres et des mers.
 - L'enjeu cette année à Cali était de mobiliser les ressources, notamment financières et techniques, pour assurer l'atteinte des objectifs fixés.
 - Mais seulement 8 nouveaux pays se sont engagés à contribuer au fonds pour la biodiversité à hauteur de 163 millions de dollars.
- Les crédits biodiversité ont également cristallisé les discussions à Cali.
 - Il a été porté par la France et le Royaume Uni qui ont uni leurs forces dans un groupe de travail qui a présenté une feuille de route précisant la définition de crédit biodiversité et les modalités de mise en œuvre.
 - Pour éviter les écueils des crédits-carbone, le rapport invite à créer non pas des marchés mondiaux mais des marchés locaux, et à avoir une approche par projet
 - Ce sujet a été en particulier poussé par Ursula von der Leyen, avec l'idée de récompenser les agriculteurs qui préservent la nature.
 - Cependant, plusieurs experts et associations de conservation de la nature s'opposent aux crédits biodiversité et soutiennent d'autres alternatives :
- Ces discussions à Cali se sont tenues alors certains accusent l'UE de reculer sur la biodiversité sur fond de crise agricole et de recul des forces écologistes aux dernières élections européennes (cf. EIH 5/5/24, et EIH 23/6/24).
 - Le Parlement et surtout les Etats membres ont par exemple accueilli favorablement la proposition faite par la Commission de réviser le statut de protection des loups en Europe, encadré par la Convention de Berne.
 - Le loup passerait d'espèce strictement protégée à espèce protégée.
 - Cela induit un assouplissement des conditions de tir mortel.
 - Le WWF soutient que cette prise de position, non motivée scientifiquement, constitue une perte de crédibilité de l'Europe dans les négociations avec les pays du Sud dans le cadre des COP.